

**Compte-rendu du Comité Social d'Administration Local (CSAL)
du 21 novembre 2023.**

UN AN DÉJÀ.

En préambule à la réunion, Solidaires Finances Publiques 89 s'associe pleinement à l'hommage rendu à notre collègue décédé il y a un an jour pour jour. À cet effet, une minute de silence a été organisée sur chaque site et la présidente y participera rue des Moreaux.

Dans le prolongement, elle nous a signalé que des groupes de travail ont eu lieu sur la sécurité pour nomades et agents d'accueil. Au niveau national, une interrogation est en cours sur l'anonymisation et la sécurité des agents les plus exposés. Pour l'instant elle ne concerne que les opérations de contrôle fiscal. Une réflexion est en cours pour les agents d'accueil et pour les huissiers.

Un point concernant GMBI a été abordé. La présidente a de nouveau reconnu que les agents de la DDFIP s'étaient fortement mobilisés dans le cadre de cette campagne. Solidaires Finances Publiques a demandé à la direction de donner le périmètre de la prime GMBI. La présidente a reconnu que la prime était un sujet complexe dès lors qu'elle n'est pas généralisée. Ainsi, les agents des SIP et des SDIF sont concernés, ainsi que ceux de la direction mobilisés en renfort. Au total 90 agents de la DDFIP en bénéficieront, soit 21 % des effectifs.

Pour la grande majorité, la prime sera versée en décembre et à d'autres en janvier.

Selon ce qui a été annoncé dans le Cadre d'Objectifs et de Moyens, le NRP est terminé et nous entamons une période de consolidation. Une seule question subsiste néanmoins, celle des antennes. Une discussion avec les agents de Saint-Fargeau est prévue le 28/11 avec la problématique des primes de restructuration. Pour Sens, le maintien de l'antenne est acté.

Concernant les emplois, malgré l'annonce nationale d'une année 2024 sans suppression d'emploi, il faudra quand même s'attendre au niveau local à des redéploiements vers des missions de contrôle et informatiques.

Solidaires Finances Publiques a redemandé communication des plans du futur SAPF et SGC de Joigny, ce qui a été acté pour décembre. Un groupe de travail sera organisé fin janvier pour faire le point.

Ordre du Jour :

1. Le Règlement Intérieur.

Après presque une année, un règlement intérieur incomplet est enfin présenté pour vote et non amendable. Solidaires Finances Publiques, ainsi que toutes les autres organisations syndicales ont voté contre, du fait du manque de précision et d'une potentielle perte de droits.

Un nouveau CSA sera convoqué sur cette question le 1^{er} décembre prochain.

2. Ponts naturels.

La direction propose les dates du 10 mai et du 16 août. Concernant le 10 mai, cela a posé beaucoup de questions en interne. Même si cela peut poser des difficultés durant la campagne d'impôt sur le revenu, la direction a opté pour une solution qui permettra aux agents de souffler durant cette période. Solidaires Finances Publiques salue la décision prise par la direction locale.

3. Ajustement du périmètre de gestion.

Afin de réparer une coquille dans les transferts de communes lors de la fermeture du SIP de Joigny, la commune de Branches, initialement affectée aux SIP et SIE de Sens, sera transférée dans sa gestion aux SIP et SIE d'Auxerre à compter du 1^{er} janvier 2024.

4. Centre de contact d'Épinal pour les amendes.

Suite à la mise en place du centre de contact des amendes à Épinal, la DDFIP 89 a signé une convention le 22 septembre 2023 pour la gestion des appels téléphoniques, des e-contacts et des délais de paiement jusqu'à 2 000€. Solidaires Finances Publiques n'est pas favorable à l'inter-régionalisation des missions mais cela permettra aux agents actuellement en poste de pouvoir se concentrer sur le cœur de leurs missions.

5. Bilan du télétravail.

Le bilan de la DDFIP 89 concernant le télétravail est excellent. En effet, aucun refus n'a été enregistré. Seulement ces chiffres ne prennent pas en compte les situations où les chefs de service font comprendre que la demande sera rejetée, entraînant le fait que les agents ne déposent pas leur demande. Solidaires Finances Publiques rappelle qu'il est important dans tous les cas de déposer votre demande, en cas de refus des recours existent et Solidaires peut vous assister dans ceux-ci.

Questions Diverses :

Solidaires Finances Publiques a enchaîné un certain nombre de questions liées au télétravail. En effet, le ministre Monsieur Cazenave a annoncé il y a deux jours que les administrations devaient rendre 25 % de leurs surfaces. Nationalement le quota prévu par agent sera de 16 m², dans l'Yonne nous sommes largement au-dessus avec une moyenne de 36m² et en prenant en compte le pic sur Tonnerre avec plus de 100m² par résident. La direction cherchera à rationaliser les sites pouvant l'être, comme la rue des Moreaux et rue Marie Noël.

Solidaires Finances Publiques est également intervenue sur l'optimisation des différentes places de parking du département.

A la demande de Solidaires Finances Publiques, un affichage plus clair sera réalisé sur Ulysse 89 pour les événements RH. Ainsi, les propositions de liste d'aptitude de C en B (3 potentialités) seront publiées prochainement. Concernant la liste d'aptitude de B en A, la potentialité est quasi nulle.

Les représentants de Solidaires Finances Publiques Hassan LARIBIA, Pascal AUGÉAT-MALTER, Nadine ROGER, François BACCON, Nadia MATTEONI et Floriane LAGRUÉ.